

# Cour d'appel de Fort-de-France | Martinique



# Fiche signalétique

## Les acteurs du projet

### Ministère de la Justice

- > Direction des services judiciaires
- > Secrétariat général
- > Cour d'appel de Fort-de-France

### Maîtrise d'ouvrage déléguée

- > Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ)

### Maîtrise d'œuvre

- > Gilles Bouchez Architecture (mandataire du groupement) / GEC Ingénierie/Anonym'art

### Contrôleur technique et coordinateur sécurité et protection de la santé

- > Bureau Veritas

### Groupeement d'entreprises en charge des travaux

- > DV Construction (mandataire)
- > Bâti Groupe Caraïbes

## Le calendrier

### 2005

- > Accord tripartite portant échange de parcelles foncières, signé entre le ministère de la Justice, le conseil général de Martinique et la ville de Fort-de-France pour la cession du terrain

### 26 novembre 2012

- > Notification du marché de travaux

### 15 avril 2015

- > Prise de possession du bâtiment

## Les chiffres clés

### Le chantier

- > Montant du marché de travaux : **23 millions** d'euros TTC.
- > Durée du chantier : **28 mois** de travaux ;
- > **85 compagnons**, tous corps de métier confondus, ont été employés au plus fort du chantier ;
- > Plus de **50 %** du chantier sous-traité par des entreprises locales

### Le palais de justice dans ses grandes lignes

- > Surface du palais de justice : 3 200 m<sup>2</sup> ;
- > Une salle d'audience pénale de 72 places, une salle d'audience civile de 24 places, une salle d'audience mixte ;
- > Outre les services de la cour d'appel, le bâtiment hébergera le service administratif régional (SAR) et la direction de programme Antilles-Guyane de l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ).

### Les personnels

- > 16 magistrats et 27 fonctionnaires travailleront dans les locaux de la cour d'appel, ainsi que les 13 fonctionnaires du SAR et les 6 agents de l'APIJ.

## sommaire



4

### Un bâtiment adapté aux contraintes locales

La construction d'un nouveau bâtiment pour la cour d'appel de Fort-de-France a été complexe de par son implantation en centre-ville, dans une zone à risque sismique, mais nécessaire pour une meilleure organisation de la Justice.



10

### 3 questions à Gilles Bouchez, architecte

Par le choix des matériaux des façades, des ouvertures, des couleurs et de la structure même du bâtiment, ce dernier laisse pénétrer la lumière, tout en conservant fraîcheur et fonctionnalité des espaces.



13

### Visite guidée

Les améliorations apportées, tant en termes de confort que de sécurité, offrent de meilleures conditions de travail pour le personnel et un meilleur accueil pour les justiciables.



^ Le nouveau bâtiment de la cour d'appel de Fort-de-France, situé en plein centre-ville, s'intègre avec élégance dans son environnement. Ici, vue depuis le square Victor-Schoelcher.

## Un bâtiment adapté aux contraintes locales

Désormais située en plein centre-ville, face à l'ancien palais de Justice et à quelques centaines de mètres de l'actuel, la cour d'appel de Fort-de-France offre des conditions d'accès et d'accueil beaucoup plus aisées pour les justiciables que le bâtiment qu'elle occupait jusqu'à présent, implanté sur le Morne Tartenson.

Elle est également dotée d'équipements performants adaptés au climat des Antilles, mais aussi au fonctionnement propre d'une juridiction du XXI<sup>e</sup> siècle.

Au-delà du symbole, le retour de la cour d'appel au cœur de Fort-de-France présente un très grand nombre d'avantages. En matière d'accessibilité, bien sûr, tant pour les magistrats et les fonctionnaires que pour les avocats et les justiciables; mais aussi en matière de cohérence : «La proximité avec le palais de Justice va nous inciter à mettre en place notre projet d'accueil centralisé, explique Bruno Steinmann, premier président de la cour d'appel de Fort-de-France. Cela représentera une réelle amélioration pour les justiciables qui pourront effectuer toutes leurs démarches en un même lieu.»

Par ailleurs, le nouveau bâtiment permet de regrouper en son sein le service administratif régional (SAR) et d'accueillir la direction de programme Antilles-Guyane de l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ).

### Anticiper les besoins futurs de la Justice

Avec 3200 m<sup>2</sup> de surface totale, «les superficies mises à la disposition de la cour d'appel permettent de disposer d'une réserve de surface d'au moins 15% comme l'exige le programme de l'opération», indique Philippe Eloi, directeur de programme à l'APIJ. Les locaux de la cour d'appel peuvent accueillir jusqu'à 80 postes de travail, les besoins futurs ayant été anticipés.»

Une précaution d'autant plus raisonnable que l'activité judiciaire est en augmentation constante en Martinique. À titre d'exemple, avec quelque 400 affaires traitées en 2014, l'activité de la chambre de l'instruction a presque



^ ^ Le guichet unique de greffe permettra aux visiteurs d'être pris en charge et orientés, dès leur entrée dans le bâtiment. Vues extérieure et intérieure.

doublé par rapport à 2012. Pour Bernard Rabatel, procureur général près la cour d'appel de Fort-de-France, «il était indispensable de traduire cette réalité sur le plan immobilier, mais aussi sur le plan technique. Fort-de-France étant le siège de l'une des huit juridictions interrégionales spécialisées (JIRS), dont la compétence s'étend à la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane, nous devons, eu égard à l'importance des affaires traitées, développer la coopération judiciaire internationale, en particulier dans le cadre de la lutte contre les trafics de stupéfiants. Il est donc très important que nous disposions de moyens techniques performants.» «Nous allons connaître une montée en gamme de nos matériels informatiques et de bureautique, se félicite Bruno Steinmann. Nous bénéficierons de systèmes de visioconférence dans plusieurs salles, ce qui nous évitera d'avoir à traverser Fort-de-France pour utiliser le matériel du service administratif régional, comme nous le faisons auparavant.»

### Une architecture fonctionnelle et résistante

Supervisée par la direction des services judiciaires (DSJ) et la sous-direction de l'immobilier (SDI) du secrétariat général, la définition du programme de construction de la nouvelle cour d'appel garantit «un bon agencement des zones publique et tertiaire, précise André Bichwiller, de la DSJ. Nous y sommes très attentifs, car cette organisation doit garantir une fonctionnalité pour l'ensemble des services du site judiciaire et une gestion des flux sécurisée, à la fois pour les personnels et le public.» Depuis la métropole, la direction des services judiciaires et la sous-direction de l'immobilier ont suivi de près l'opération, grâce à des visioconférences et des échanges réguliers avec l'APIJ.

L'implantation en cœur de ville et le respect des normes parasismiques ont fait de ce chantier une opération exigeante et complexe dans sa mise en œuvre. Ainsi, la réalisation des fondations a été particulièrement spectaculaire : «Nous avons mis en place des pieux de plus de 30m de profondeur, détaille Marc Bertolotti, directeur de travaux pour l'entreprise DV Construction. La présence d'une roche dure a rendu l'opération difficile nous obligeant à utiliser un trépan sur la quasi-totalité des forages.»

Cet enracinement était incontournable pour que la cour d'appel de Fort-de-France réponde aux normes parasismiques.

*L'implantation en cœur de ville et le respect des normes parasismiques ont fait de ce chantier une opération exigeante et complexe.*



^ Le parvis, accessible depuis l'entrée principale du bâtiment, et situé sous le patio, isole progressivement les visiteurs de l'animation de la ville.

^ Le patio central, donnant sur la cafétéria, offre de nouveaux espaces de détente aux personnels.

miques qui lui étaient imposées : « Elle a été conçue pour être en capacité de fonctionner après un séisme majeur, souligne Philippe Eloi. Cela impose des dispositions constructives particulières sur la structure mixte de l'ouvrage, mais aussi sur les corps d'état secondaires, comme les faux plafonds, les luminaires, ou encore en matière de groupe électrogène pour assurer une alimentation de secours et une autonomie de fonctionnement suffisante. » Enfin, les contraintes liées à l'environnement urbain ont dû être prises en compte tout au long des travaux : « Nous avons utilisé des engins de chantier à faible nuisance et nous avons organisé la livraison de nos conteneurs avant 5 heures le matin ou après 20 heures le soir », précise Marc Bertolotti. « La Ville nous a également beaucoup aidés précise Philippe Eloi. Elle a mis en place les modifications opportunes du plan de circulation urbain et a délivré rapidement les autorisations de voiries nécessaires. » « Le chantier s'est ainsi déroulé dans de bonnes conditions, conclut Nicolas Souchaud, chef de projet à l'APIJ. L'entreprise s'est montrée réactive. Plus de 50 % du chantier a été réalisé grâce aux entreprises locales. Quelques éléments très spécifiques ont été fournis par des fabricants européens, tels que les verres sérigraphiés des façades ou le mobilier des salles d'audience : ces approvisionnements et leur mise en œuvre se sont parfaitement coordonnés avec le déroulement prévu du chantier. »

**Plus de 50 %  
du chantier a été  
réalisé grâce aux  
entreprises locales.**



^ La salle de réunion de la cour.



^ La chambre du conseil est une salle mixte, pouvant également être utilisée comme salle d'audience de cabinet et salle de réunion pour les personnels.

## 3 questions à Gilles Bouchez, architecte

### Comment avez-vous pensé l'insertion urbaine de la cour d'appel ?

Nous avons voulu que ce bâtiment, qui est assez grand et qui vient prendre place dans un espace étroit, s'inscrive dans le tissu urbain sans brutalité. Nous avons donc fait attention à ce que le square Victor-Schoelcher ne soit pas écrasé par la construction, et qu'il s'infilte à l'intérieur pour créer une continuité visuelle. C'est la raison pour laquelle nous avons ouvert le rez-de-chaussée et imaginé un large parvis, qui offrent des perspectives profondes, depuis le square et les rues qui bordent la cour d'appel. Pour améliorer encore la transparence et la légèreté de l'édifice, nous avons aussi beaucoup travaillé sur les façades en verre sérigraphié : le double dégradé de rouge et de gris qui s'étire sur toutes les façades permet non seulement de faire varier l'apparence du bâtiment, selon le point de vue qu'on adopte, mais aussi d'organiser la réflexion différenciée de l'environnement, celle de la ville en partie basse plus précise et celle du ciel et ses nuages plus légère vers le haut.

### Quels principes avez-vous mis en œuvre pour que ce bâtiment soit fonctionnel et adapté au climat des Antilles ?

La cour d'appel devant héberger de nombreux services, nous avons recherché une répartition simple et conviviale, qui s'organise sur trois niveaux. Nous avons aussi souhaité, pour le confort des personnels, que les couloirs et les bureaux bénéficient tous de la lumière naturelle, que celle-ci provienne de l'un des deux patios intégrés à la construction ou bien directement des façades. Colorées depuis l'extérieur, elles sont, en effet, transparentes vues de l'intérieur !

Laisser pénétrer la lumière ne signifie pas pour autant laisser entrer la chaleur, ce qui est fondamental en Martinique. Les doubles peaux sérigraphiées sur les façades extérieures, les patios et les brise-soleil verticaux en façade ouest, permettent la ventilation des circulations et la protection des bureaux.

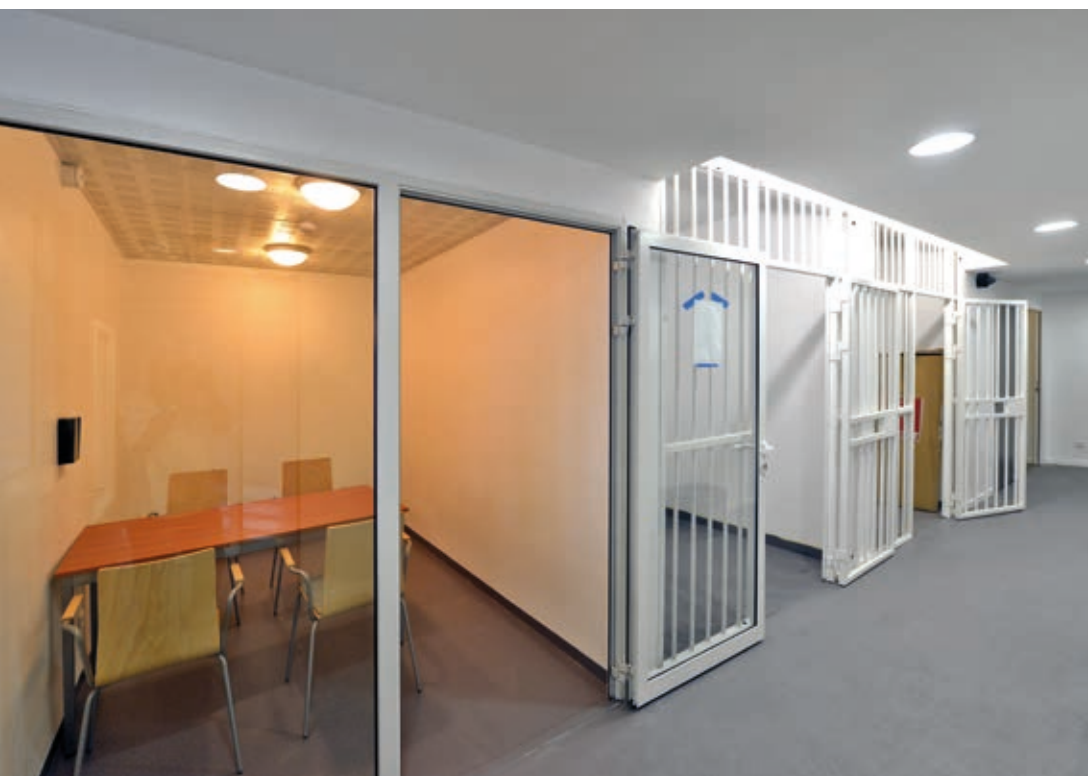
*Pour améliorer encore la transparence et la légèreté de l'édifice, nous avons aussi beaucoup travaillé sur les façades en verre sérigraphié.*

### Quelles réponses avez-vous apporté aux exigences de résistance sismique du programme ?

Nous avons, tout d'abord, été obligés de descendre à plus de 25 mètres sous terre – jusqu'à 43 mètres à certains endroits – pour aller enraciner près de 70 pieux. Entre ces pieux, nous avons inséré des voiles raidisseurs pour le contreventement. Les croix de Saint-André, qu'il s'agisse de celles visibles à l'avant du bâtiment ou celles incorporées dans les cages d'escaliers permettent de faire transiter les efforts de la partie en lévitation vers les fondations. Leur structure métallique plus légère que le béton armé est une réponse au risque sismique, car le poids est l'ennemi numéro un en cas de tremblement de terre. Les joints de dilatation ont 6cm de large, entre les parties avant et arrière de l'édifice. Pour concevoir l'ensemble de ce dispositif, nous avons fait appel au BET GEC, très spécialisé dans le domaine sismique.



^ Les brise-soleil de la façade ouest permettent à la lumière de pénétrer dans le bâtiment, tout en le préservant de la chaleur.



^ L'espace d'attente situé devant les secrétariats des chefs de cour.

^ Des box d'entretiens entre les personnes détenues et leur avocat ont été aménagés dans l'espace d'attente gardée.

## Visite guidée

Depuis le square Victor-Schœlcher, qui sépare l'ancien palais de justice de la cour d'appel, le parcours qui mène à la salle des pas perdus du nouvel édifice isole petit à petit les usagers de la chaleur et des bruits urbains. Ils profitent très vite, en effet, de l'ombre produite par le premier étage du bâtiment, sous lequel ils se glissent pour accéder à l'entrée. « Nous avons voulu instaurer une transition entre l'effervescence de la ville et les lieux plus solennels de la cour d'appel », explique l'architecte Gilles Bouchez. Le faux plafond en bois qui recouvre l'auvent – créé par le premier étage – matérialise cette transition : ses ondulations pénètrent jusque dans les salles d'audience, reliant l'extérieur à l'intérieur.

### Des espaces publics accueillants

En pente douce, le parvis, composé de dalles calepinées de basalte fondu, conduit à la salle des pas perdus, qui se trouve par conséquent à un mètre au-dessus du niveau de la rue. Cette surélévation marque « le côté emblématique de l'institution », selon Gilles Bouchez, et offre depuis la salle des pas perdus une vue sur la statue de Victor Schœlcher et l'ancien palais de justice.

Avec ses grandes dalles d'un gris anthracite, qui prolongent le parvis, sa luminosité et ses volumes généreux, la salle des pas perdus est à la fois solennelle et accueillante. Les écrans géants transparents qui descendent du plafond contribueront à son animation : « Nous allons y projeter des textes sur la justice qui ont été choisis par des jeunes », indique Bruno Steinmann, premier président de la cour d'appel, à l'origine de ce projet monté en partenariat avec le Rectorat et les services de la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse). « Avec ce projet, argumente Bruno Steinmann, nous avons voulu impulser un dialogue entre l'institution judiciaire, qui peut paraître froide et lointaine, et les jeunes Martiniquais qui ont des attentes vis-à-vis de la justice. Les phrases qu'ils ont puisées dans des textes littéraires de référence ou bien qu'ils ont écrites sont impressionnantes de fraîcheur et d'intelligence. »

Zone presque intégralement publique, le rez-de-chaussée dessert, depuis la salle des pas perdus, les trois salles d'audience de la Cour : à gauche, la grande salle d'audience pénale et à droite celle, plus petite, dédiée aux affaires civiles. Au centre, un couloir mène à la salle d'audience mixte, au local des avocats et aux box d'entretiens. Au fond, la zone sécurisée n'est accessible qu'avec des badges : «Des circuits sécurisés relient le sas fourgon qui se trouve à l'arrière des bâtiments, aux salles d'attente gardées et aux salles d'audience», explique André Bichwiller, de la direction des services judiciaires.

### Des salles d'audience solennelles

Les ondulations du plafond de bois, nées à l'extérieur, au niveau du parvis, accompagnent les pas du justiciable à l'intérieur des salles d'audience, pour venir englober dans un dernier mouvement la table de justice qui fait face à l'entrée. Ici, la qualité de l'isolation acoustique protège des bruits de la ville et concourt à la solennité des lieux. La lumière naturelle y pénètre par de grandes ouïes qui peuvent être ouvertes ou fermées, selon le besoin de confidentialité. Dans la salle mixte –ou salle de cabinet– c'est un puits de lumière qui éclaire l'espace.

Dessiné spécialement pour la cour d'appel de Fort-de-France par Gilles Bouchez, le mobilier en corian –ce matériau composite très solide, mis au point par Dupont de Nemours, à base de poudre de pierre et de résine acrylique– a été fabriqué à Metz : sa blancheur donne aux bancs, tables de justice et tables des avocats une silhouette épurée et aérienne.

### À tous les niveaux, des espaces fonctionnels

Soumis au contrôle d'accès, les étages rassemblent les espaces tertiaires du bâtiment. «Un système de contrôle par badge est prévu dans les circulations et l'accès au bâtiment, note Philippe Eloi, directeur de programme. Quant aux serrures, elles sont équipées de cylindres électroniques, système qui offre une plus grande souplesse dans l'élaboration et la gestion de l'organigramme, et présente un niveau de sécurité supérieur, notamment en cas de perte de clé. Il n'est donc pas nécessaire de refaire des clés, quand l'organigramme change».

*La qualité de l'isolation acoustique protège des bruits de la ville et concourt à la solennité des lieux.*

Au premier étage sont installés le parquet général, la chambre de l'instruction, les assises, la direction du greffe, la direction de programme de l'APIJ et la cafétéria s'ouvrant de plain-pied sur le patio de détente. Les services du siège, la chambre civile et la chambre sociale, ainsi que le SAR occupent le deuxième étage. C'est aussi à ce niveau que se trouvent les espaces collectifs, salles de réunion et bibliothèque. Ils sont situés entre les deux patios cubiques, qui apportent respiration et lumière au cœur des services; leurs parois sont recouvertes d'une toile tendue aux motifs végétaux.

Comme les salles d'audience, les bureaux bénéficient tous de la climatisation –alors que les circulations ou la salle des pas perdus disposent d'une ventilation naturelle– et d'un double système de vitrage, fixe et ouvrant. Par souci d'économie l'APIJ a fait installer un système de production et de stockage de frigories qui fonctionne la nuit, aux heures creuses, et qui alimente le bâtiment dans la journée, aux heures de pointe. Des détails qui comptent pour que la cour d'appel soit en mesure de concilier confort, fonctionnalité et gestion économe, y compris aux périodes les plus chaudes de l'année.



^ La salle d'audience pénale, qui comporte un box de sécurité pour les personnes détenues.

Cette plaquette a été éditée à l'initiative de l'APIJ.

### **Direction de la publication**

Marie-Luce Bousseton, directrice générale

### **Coordination**

Marion Moraes - Mission communication

### **Remerciements à**

La direction des services judiciaires et le bureau de l'immobilier,  
de la sûreté des juridictions et de la sécurité des systèmes  
d'information (FIP2)

Le secrétariat général et le bureau des opérations  
et des études immobilières

Bruno Steinmann, premier président de la cour d'appel  
de Fort-de-France

Bernard Rabatel, procureur général près la cour d'appel  
de Fort-de-France

Gilles Bouchez, architecte

Marc Bertolotti, directeur de travaux, DV Construction

### **Ont participé au sein de l'APIJ**

Paul-Luc Dinnequin

Philippe Eloi

Nicolas Souchaud

**Maquette et mise en page** Anatome

**Rédaction** Isabelle Friedmann

**Crédits photographiques** Jean-François Pradal / l'Atelier, APIJ

**Impression** Déjà Link



La cour d'appel de Fort-de-France occupe désormais un bâtiment moderne, situé en centre-ville, à proximité du palais de Justice. Un gage d'efficacité et de lisibilité pour l'organisation de la justice à l'échelle de la Martinique.

Avec ses volumes généreux et ses espaces lumineux, cette nouvelle cour d'appel promet d'être plus accueillante pour les justiciables et plus confortable pour les personnels, les magistrats et les fonctionnaires, qui y travaillent.

Maître d'ouvrage pour le compte du ministère de la Justice, l'Agence publique pour l'immobilier de la justice (APIJ) a veillé à ce que ce nouvel édifice à l'architecture audacieuse concilie fonctionnalité et résistance technique, notamment en matière parasismique.

APIJ - 30, rue du Château-des-Rentiers - 75013 Paris • Tél. : 01 53 94 88 00 • [www.apij.justice.fr](http://www.apij.justice.fr) • [www.justice.gouv.fr](http://www.justice.gouv.fr)

